



# Aide juridique du Québec

Commission des services juridiques

# Étude des crédits 2026-2027

---

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements	Pages
	1
01	16
<p>Questions non répondues</p> <p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les endroits et dates de départ et de retour ;</li> <li>b) la copie des programmes et rapports de mission ;</li> <li>c) les personnes rencontrées ;</li> <li>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;</li> <li>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;</li> <li>f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés ;</li> <li>g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les détails de ces ententes ;</li> <li>• les résultats obtenus à ce jour ;</li> </ul> </li> <li>h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</li> </ul>	
02	17
<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement ;</li> <li>b) le but visé par chaque dépense ;</li> <li>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</li> <li>d) si l'événement s'est tenu virtuellement ;</li> </ul> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>e) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement ;</li> <li>f) le but visé par chaque dépense ;</li> <li>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</li> <li>h) si l'événement s'est tenu virtuellement ;</li> </ul> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement ;</li> <li>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité ;</li> <li>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;</li> <li>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc. ;</li> <li>m) le but visé par chaque dépense ;</li> <li>n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</li> <li>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</li> </ul>	
03	18
<p>La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement ;</li> <li>b) le but recherché par chaque dépense ;</li> <li>c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</li> </ul> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d) les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 ;</li> <li>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;</li> <li>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;</li> <li>g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ;</li> <li>h) le but visé par chaque dépense ;</li> <li>i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</li> </ul>	

Demande de renseignements	Pages
<p>04</p> <p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;  b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);  c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);  d) la date d'octroi du contrat;  e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;  f) l'échéancier;  g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>	19
<p>05</p> <p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet ;  b) la nature du projet ;  c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;  d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;  e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;  f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;  g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;  h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;  i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;  j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;  k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.  l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.  m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.</p>	23
<p>06</p> <p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <p>a) les coûts estimés par année ;  b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;  c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;  d) la liste des fournisseurs;  e) une copie du plan de déploiement.</p>	25
<p>07</p> <p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <p>a) la photocopie;  b) le mobilier de bureau;  c) l'ameublement;  d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;  e) le distributeur d'eau de source;  f) le remboursement des frais de transport;  g) le remboursement des frais d'hébergement;  h) le remboursement des frais de repas;  i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;  j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :  I. a) au Québec;  II. b) à l'extérieur du Québec.</p>	26

Demande de renseignements	Pages
08	<p data-bbox="358 263 1240 379">De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p data-bbox="358 405 1240 736">a) le coût des contrats téléphoniques;  b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;  c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;  d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;  e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;  f) le coût d'acquisition des appareils;  g) le coût d'utilisation des appareils;  h) les noms des fournisseurs;  i) les ordinateurs portables;  j) les iPad ou autre type de tablette électronique.</p>
09	<p data-bbox="358 795 1240 881">Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 :</p> <p data-bbox="358 908 1240 2099">a. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et plus;  b. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et moins;  c. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;  d. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;  e. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :  – le coût moyen par employé, selon la classe de travail;  f. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;  g. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;  h. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;  i. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;  j. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);  k. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;  l. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;  m. Le nombre d'employés permanents et temporaires;  n. Le nombre de départ volontaires, ventilé par raisons du départ;  o. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;  p. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;  q. Le nombre de postes vacants et le nombre d'etc. non comblés, ventilé par région.</p>

Demande de renseignements		Pages
10	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <p>a) l'emplacement de la location;  b) la superficie totale pour chaque local loué;  c) le coût total de ladite location;  d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;  e) la durée du bail;  f) propriétaire de l'espace loué;  g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.  h) la superficie totale réellement occupée;  i) la superficie inoccupée;  j) le coût de location au mètre carré;  k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</p>	30
11	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir :</p> <p>a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;  b) la valeur estimée de ceux-ci;  c) les coûts d'entretien annuel;  d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</p>	35
12	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <p>a) les dates des travaux;  b) les coûts;  c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>	36
16	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);  b) par catégorie d'âge;  c) prévisions pour 2026-2027.</p>	37
18	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun;  b) le fournisseur;  c) la nature du service.  d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.</p> <p>Ventiler le montant total par catégorie.</p>	38
19	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>	39

Demande de renseignements		Pages
20	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <p>a) le nom du site Web;  b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;  c) les coûts de construction du site;  d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;  e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);  f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;  g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement  h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.  i) la fréquence moyenne de mise à jour;  j) le responsable du contenu sur le site.</p>	40
24	<p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.</p>	41
25	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.</p>	42
26	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>	43
27	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>	44
28	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.</p>	45
29	<p>Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.</p>	46
32	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).</p>	47
33	<p>Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :</p> <p>a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;  b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;  c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.</p>	48

Demande de renseignements		Pages
37	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	49
38	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	50
40	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	51
41	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	52
42	Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaulé » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)	53
43	Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.	54
45	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	55

Demande de renseignements		Pages
50	<p>Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :</p> <p>a) le nombre d'employé·es recruté·es à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres) ;</p> <p>b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés ;</p> <p>c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement) ;</p> <p>d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger ;</p> <p>e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire ;</p> <p>f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger ;</p> <p>g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international ;</p> <p>h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'œuvre locale.</p>	56
51	<p>La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.</p>	57

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-1	G14c	N/A	G16b	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9c.
NRG-2	G14f	N/A	G16e	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9e.
NRG-3	G15a	N/A	G17a	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-4	G15c	N/A	G17d	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-5	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-6	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 11.
NRG-7	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 12.
NRG-8	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 29.
NRG-9	G51	N/A	N/A	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date ; b) la nature ; c) les questions posées ; d) les réponses ; e) la firme retenue ; f) les coûts.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-10	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-11	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-12	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-13	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 ou ayant cours en 2025-2026 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-14	G72	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2025-2026; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2025-2026.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-15	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.
NRG-16	N/A	G07	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-17	N/A	G08	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-18	N/A	G09	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référez aux réponses des demandes de renseignements généraux numéros 9a et 9b.
NRG-19	N/A	G16	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-20	N/A	G18	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 10.
NRG-22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programmes	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 30.
NRG-23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3.
NRG-25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-26	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2025-2026 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9k.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-27	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, par mission.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 9f.
NRG-28	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2025-2026, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 4.
NRG-29	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-30	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds vert.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-31	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-32	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-33	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NRG-34	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-35	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-36	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-37	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-38	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-39	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-40	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-41	G56c	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-42	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NRG-43	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-44	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-45	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NRG-46	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-47	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-48	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-49	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-50	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-51	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-52	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NRG-53	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-54	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-55	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NRG-56	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-57	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
NRG-58	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-59	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-60	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-61	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-62	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NRG-63	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024- 2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-64	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NRG-65	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-66	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NRG-67	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-68	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-69	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NRG-70	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-71	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NRG-72	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-73	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NRG-74	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-75	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-76	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-77	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-78	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.
NRG-79	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NRG-80	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NRG-81	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NRG-82	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-83	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-84	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-85	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 – La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-86	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NRG-87	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NRG-88	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-89	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-90	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-91	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-92	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NRG-93	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-94	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-95	N/A	G05	N/A	Réclamations CNESST	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le nombre de réclamations acceptées par la CNESST pour lésion professionnelles ;</li> <li>• le nombre d'employé-es concerné-es ;</li> <li>• Le nombre total de jours d'absence indemnisés ;</li> <li>• les coûts assumés par l'employeur (remplacement, maintien du salaire, cotisations, etc.) ;</li> <li>• la ventilation des données selon : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la catégorie d'emploi (personnel de soutien, technique, professionnel, cadre, autre) ;</li> <li>- le sexe ;</li> <li>- le statut d'emploi (temps plein, temps partiel, occasionnel) ;</li> <li>- la région administrative</li> <li>- la nature des lésions reconnues (physiques, psychologiques, harcèlement, violence au travail, surcharge ou épuisement professionnel, autres)</li> </ul> </li> </ul>	Question particulière à poser à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail.
NRG-96	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-97	N/A	G13	N/A	Budget analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NRG-98	N/A	G15	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NRG-99	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-100	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NRG-101	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NRG-102	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-103	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-104	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NRG-105	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2025-2026 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.  Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-108	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veuillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-109	N/A	G06	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-110	N/A	N/A	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-111	N/A	G14	N/A	Nb. analyse différenciée selon les sexes	Fournir le nombre d'analyse différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2025-2026 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2025-2026, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NRG-118	G02	N/A	G02	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2025-2026 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17). Inscrire le lien Internet.
NRG-119	G03	N/A	G03	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2025-2026, et les prévisions pour 2026-2027; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).  Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.  Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-120	G07	N/A	G10	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <a href="https://seao.gouv.qc.ca">https://seao.gouv.qc.ca</a> .
NRG-121	G08	N/A	G12	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.	Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <a href="https://seao.gouv.qc.ca">https://seao.gouv.qc.ca</a> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de chaque ministère.
NRG-122	G14i	N/A	G16h	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 <sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-123	G14o	N/A	N/A	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-124	G14q	N/A	N/A	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-125	G14r	N/A	N/A	Postes vacants - gel de recrutement	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-126	G15b	N/A	G17b	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2025-2026 et les prévisions pour l'année 2026-2027 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-127	G23	N/A	G21	Budget discrétionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 2025-2026, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du <i>Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels</i> (art. 4 paragraphe 26). Inscrire le lien Internet.
NRG-128	G35	N/A	G38	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2026-2027.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-129	G39	N/A	N/A	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.	En 2025-2026, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.
NRG-130	G46	N/A	N/A	Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.	Les informations en réponse à cette question sont disponibles dans le plan des investissements et des dépenses en ressources informationnelles disponible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor dans la rubrique "Budget de dépenses".

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-131	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de chaque ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).  Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de chaque ministère. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.  Les coûts liés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.
NRG-132	G54	N/A	N/A	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2025-2026; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2025-2026 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante: <a href="https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation">https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation</a> .
NRG-133	G56pp	N/A	N/A	Rapport CSDEPJ	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Aucun coût pour l'année demandée. La Commission a conclu ses travaux avec le dépôt de son rapport final le 3 mai 2021, lequel est disponible en ligne à l'adresse suivante: <a href="https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf">https://www.csdepj.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Rapport_final_3_mai_2021/2021_CSDEPJ_Rapport_version_finale_numerique.pdf</a> .
NRG-134	G56III	N/A	N/A	Autre plan d'action ministériel ou interministériel	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2025-2026 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.
NRG-135	G57	N/A	N/A	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2025-2026, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail, mise à jour en janvier 2026, qui peut être consultée à l'adresse suivante: <a href="https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf">https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf</a> .
NRG-136	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-137	G66	N/A	N/A	Formations	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2025-2026. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). Inscrire le lien Internet.
NRG-138	G70	N/A	N/A	Incidents de sécurité de l'information	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-139	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-140	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-141	N/A	G04	N/A	Nombre de postes non pourvus gel de recrutement	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1 <sup>er</sup> novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-142	N/A	G17	N/A	Contrats conclus de gré à gré Proportion et nombre	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <a href="https://seao.gouv.qc.ca">https://seao.gouv.qc.ca</a> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-143	N/A	G24	N/A	Contrats sous-traitance	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <a href="https://seao.gouv.qc.ca">https://seao.gouv.qc.ca</a> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. Inscrive le lien Internet.
NRG-144	N/A	G26	N/A	Services tarifés	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-145	N/A	G33	N/A	Sommes versées dommages exemplaires	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante : <a href="https://soquij.qc.ca/a/fr">https://soquij.qc.ca/a/fr</a> .
NRG-146	N/A	G34	N/A	Incidents de cybersécurité	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le nombre d'incidents de cybersécurité signalés (tentatives d'hameçonnage, rançongiciels, intrusions, pertes ou exfiltration de données, etc.)</li> <li>• le nombre d'incidents ayant mené à une atteinte confirmée à la confidentialité, à l'intégrité ou à la disponibilité des systèmes ;</li> <li>• les coûts directs et indirects associés à ces incidents (enquête, restauration des systèmes, services professionnels, indemnisations, etc.) ;</li> <li>• les sommes investies annuellement en cybersécurité (prévention, infrastructure, formation, audits, tests d'intrusion) ;</li> <li>• le nombre d'employé-es ayant reçu une formation en cybersécurité et en protection des renseignements personnels ;</li> <li>• la proportion des systèmes ou infrastructures numériques hébergés à l'interne, auprès d'organismes publics québécois ou auprès de fournisseurs privés ;</li> <li>• l'existence d'audits indépendants ou d'évaluations de risques réalisés au cours de cette période, ainsi que leurs principales conclusions ;</li> <li>• les mesures mises en place pour assurer la souveraineté et la protection des données sensibles.</li> </ul>	En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont protégés au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

# demande 2026-2027	# demande 2026-2027 Opp. off. (PLQ)	# demande 2026-2027 2e opp. (QS)	# demande 2026-2027 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2026-2027 non répondues	Motif
NRG-147	N/A	G35	N/A	Projets numériques	Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer : <ul style="list-style-type: none"> <li>le nombre total de projets numériques en cours</li> <li>le nombre de projets numériques complétés au cours de cette période</li> <li>le nombre de projets ayant subi un dépassement de coûts, en précisant le budget initial, le budget révisé et le coût final</li> <li>le nombre de projets ayant subi un retard, en précisant l'échéancier initial et l'échéancier révisé</li> <li>la valeur totale des investissements engagés pour les projets numériques en cours ;</li> <li>la liste des projets dont la valeur excède 5 M\$, en précisant pour chacun l'objet du projet, l'état d'avancement et les principaux fournisseurs impliqués ;</li> <li>le nombre de projets ayant fait l'objet d'un audit, d'un examen indépendant ou d'une révision par le Vérificateur général ou un organisme de contrôle ;</li> <li>les mécanismes de gestion des risques mis en place pour prévenir les dépassements de coûts et les défaillances technologiques ;</li> <li>le nombre d'incidents de cybersécurité ayant affecté des projets numériques en développement ou récemment déployés ;</li> <li>les mesures prises pour assurer la protection des données et la résilience des systèmes dans le cadre de ces projets.</li> </ul>	L'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <a href="https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca">https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca</a> . Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (décret 1159-2022 et arrêté ministériel 2022-03 du 23 juin du ministre de la Cybersécurité et du Numérique)
NRG-148	N/A	N/A	G16I	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-149	N/A	N/A	G08	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2025-2026 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;	L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <a href="https://seao.gouv.qc.ca">https://seao.gouv.qc.ca</a> .
NRG-150	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2026-2027.	Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
NRG-151	N/A	N/A	G33	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2025-2026 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.
NRG-152	N/A	N/A	G44	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2025-2026, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2026-2027  
Demandes de renseignements généraux - questions non répondues par le ministère de la Justice

# demande de renseignements généraux 2026-2027	Questions 2026-2027 non répondues	Motifs
G.13	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2025-2026, en indiquant pour chaque individu :</p> <p>a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;  b) le titre de la fonction;  c) l'adresse du port d'attache;  d) la masse salariale totale par cabinet;  e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;  f) la prime de départ versée, le cas échéant;  g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;  h) la description de tâches;  i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2025-2026;  j) le nombre total d'employés au cabinet;  k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;  l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</p>	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.15	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>a) le poste initial;  b) le salaire;  c) le poste actuel, s'il y a lieu;  d) la date de mise en disponibilité;  e) les prévisions 2026-2027.</p>	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.16	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025- 2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);  b) par catégorie d'âge;  c) prévisions pour 2026-2027.</p>	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.23	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du Ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.24	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.25	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.29	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.30	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2025-2026 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2026-2027. Pour chacun de ces programmes existants en 2025-2026, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2026-2027, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.31	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.32	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.45	Indiquer les dépenses encourues en titre de tout «Programme d'aide aux employés» (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.46	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.49	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor

Question **01**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2025-2026 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour ;
- b) la copie des programmes et rapports de mission ;
- c) les personnes rencontrées ;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
- f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés ;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Aucun

Voyage	Coût
	0 \$

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère en vertu du règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information/fr>

Question **02**

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) Séparément :

par le cabinet ministériel :

- a. Les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- b. Le but visé par chaque dépense;
- c. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d. Si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e. Les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- f. Le but visé par chaque dépense;
- g. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h. Si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i. Les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
- j. Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k. La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- l. La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m. Le but visé par chaque dépense;
- n. Le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o. Si l'événement s'est tenu virtuellement.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

Question **03**

- La liste des dépenses en formation de communication :
- Organisée par le ministère ou l'organisme :
- a. Les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027, ventilées par type d'événement;
  - b. Le but recherché par chaque dépense;
  - c. Le nombre total et la liste des formations ventilée par catégorie.
- Données par un professionnel ou une firme externe :
- d. Les sommes dépensées en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027;
  - e. Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
  - f. Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - g. La liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
  - h. Le but visé par chaque dépense;
  - i. Le nombre total et liste des formations ventilées par catégorie.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Organisée par l'organisme

Aucune.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	COÛT
	0 \$

Organisée par une firme externe

Aucune.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	COÛT
	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?Lang=fr>

Question **04**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2025-2026, en indiquant :

- a. Les noms du professionnel ou de la firme;
- b. Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c. Le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d. La date d'octroi du contrat;
- e. Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f. L'échéancier;
- g. Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **04**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Adobe	Licence pour logiciel.	Contrat négocié	1 566 \$
Hon. Christiane Alary	Formation.	Contrat négocié	1 000 \$
BEANFIELD METROCONNECT	Télécommunications, Internet.	Contrat négocié	7 935 \$
BOLDDesk.COM	Licence informatique.	Contrat négocié	5 562 \$
Gestion BSP Inc.	Support pour système Zoho Creator.	Contrat négocié	1 400 \$
CÉGEP Marie-Victorin	Formation.	Contrat négocié	2 236 \$
Charron Boissé Lévesque, Huissiers de justice Inc.	Huissiers.	Contrats négociés	3 650 \$
Lamice CHOLAK-HILAL	Interprète.	Contrat négocié	4 635 \$
Cognat Inc.	Service de sauvegardes informatiques.	Contrat négocié	11 742 \$
Copibec	Licences pour reproduction de documents.	Contrat négocié	1 058 \$
COPIE NOVA (RICK CANNON INC.)	Impression rapport annuel.	Contrat négocié	1 264 \$
CP COULEURS INC.	Impression cartes d'affaire et feuillets service Rebâtir.	Contrats négociés	1 086 \$
DGI - Complexe	Entretien général des locaux.	Contrat négocié	6 217 \$
Laoura Dnoian	Interprète.	Contrat négocié	1 020 \$
FORMATION QUALITEMPS INC.	Formations.	Contrats négociés	3 210 \$
Gestar Inc.	Soutien annuel logiciel e-Documentik.	Contrat négocié	2 122 \$
GoCo Technology LP	Service de télécopies.	Contrat négocié	4 999 \$
Martha Lucia Gomez	Interprète.	Contrat négocié	1 610 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Consultation relations de travail.	Contrats négociés	10 103 \$
Gravel Bernier Vaillancourt (GBV Avocats)	Services juridiques.	Contrat négocié	7 006 \$
Gravel Bernier Vaillancourt (GBV Avocats)	Services juridiques.	Contrat négocié	17 503 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **04**

Suite

Groupe TAQ	Impression de documents.	Contrat négocié	2 305 \$
Yamina Hacini	Interprète.	Contrat négocié	2 050 \$
Hainault Gravel huissiers de justice inc.	Huissiers.	Contrats négociés	1 823 \$
Ramessur Jaswantee	Interprète.	Contrat négocié	1 050 \$
KELENY	Interprètes.	Contrats négociés	1 424 \$
Francine Lamy médiation et arbitrage inc.	Arbitre de griefs.	Contrat négocié	1 219 \$
LexisNexis Canada Inc.	Documentation.	Contrats négociés	14 695 \$
Maison internationale de la Rive-Sud (MIRS)	Interprètes.	Contrats négociés	3 765 \$
MaSténo S.E.N.C.	Sténographe.	Contrat négocié	1 044 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrats négociés	5 895 \$
Microsoft Corporation	Licences pour logiciels.	Contrat négocié	5 083 \$
Monday.com	Application informatique.	Contrat négocié	3 120 \$
Moneris	Frais de services pour système de paiement Moneris.	Contrat négocié	9 821 \$
Antoine Morneau-Sénéchal, avocat	Formation.	Contrat négocié	1 222 \$
Nethris	Frais de services pour système de paie.	Contrat négocié	5 158 \$
Solutions Notarius inc.	Licences pour application.	Contrat négocié	9 000 \$
NOVEXCO INC.	Fournitures de bureau.	Contrats négociés	1 060 \$
NSI Solution	Support pour système Zoho Creator.	Contrat négocié	6 800 \$
PDF-XChange Co. Ltd	Licences pour logiciel PDF Expert.	Contrat négocié	5 701 \$
PitneyWorks prépayé	Achat de timbres.	Contrats négociés	3 479 \$
Purolator Inc.	Service de messagerie.	Contrats négociés	1 279 \$
Les rebelles - boîte de publicité	Graphisme pour publicités.	Contrat négocié	3 675 \$
Sage Software Canada	Licence d'utilisation de logiciel.	Contrat négocié	6 720 \$
Technopub	Impression de documents.	Contrat négocié	2 222 \$
TELUS	Téléphonie.	Contrats négociés	11 109 \$
TELUS Santé	Programme d'aide aux employés.	Contrat négocié	7 305 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **04**

Suite

KARLA AGUILAR TREJO	Interprète.	Contrat négocié	7 915 \$
Librairie Wilson & Lafleur inc.	Documentation.	Contrats négociés	1 046 \$
ZOHO Canada Corporation	Licence d'utilisation de logiciel.	Contrat négocié	16 218 \$
<b>Total</b>			<b>240 127 \$ \$</b>

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Question **05**

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2025-2026, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a. Le nom du projet;
- b. La nature du projet;
- c. L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d. Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e. Les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f. Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g. L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h. Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i. Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j. Le nombre d'employés (etc.) affectés à ce projet;
- k. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- L. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2025-2026.

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2026-2027**

Question **05**

Suite

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Nom du projet	Nature du projet	Coût initial prévu	Total à ce jour	Étude logiciel libre	% de réalisation à ce jour	Pénalités
Programme de transformation numérique du réseau d'aide juridique (eMAJ):						
Solution d'affaire infonuagique pour le support à la gestion des ressources humaines	Modernisation et transformation numérique du réseau de l'aide juridique. (Transition services conseils Inc.) (Analyse des besoins d'affaires complétée)	537 122 \$	200 747 \$	N/A	35 %	Aucune
Outil de gestion de pratique	Implanter un outil de gestion de pratique qui va permettre la gestion des dossiers clients tout au long des différentes étapes du dossier judiciaire.	894 626\$	501 898 \$	N/A	40 %	Aucune
Outil admissibilité à l'aide juridique	Moderniser l'outil servant à déterminer l'admissibilité financière et couverture de service d'un requérant à l'aide juridique.	952 620\$	390 139 \$	N/A	15 %	Aucune
Migration infonuagique (PCCTI)	Migration du stockage de données vers des solutions infonuagiques	94 500 \$	94 795 \$	N/A	100%	Aucune

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Question **6**

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

b) 89 119\$

c) Aucune;

d) Les informations concernant le catalogue du courtier en infonuagique et en technologies spécialisées des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante:

<https://courtier-infonuagique.gouv.qc.ca/accueil>

Question 7

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a. La photocopie;
- b. Le mobilier de bureau;
- c. L'ameublement;
- d. La décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e. Le distributeur d'eau de source;
- f. Le remboursement des frais de transport;
- g. Le remboursement des frais d'hébergement;
- h. Le remboursement des frais de repas;
- i. Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j. L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - a. Au Québec;
  - b. À l'extérieur du Québec.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	CSJ
Photocopie	0 \$
Mobilier de bureau et ameublement	0 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas	2 379 \$
Frais de fêtes (aucun frais d'alcool)	0 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec	285 \$
Congrès, colloques et perfectionnement à l'extérieur du Québec	0 \$
<b>Total</b>	<b>2 664 \$</b>

Pour les sous-questions f), g), h) et j), les informations recherchées sont diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 16, 22 et 23). Pour les sous-questions f), g) et h), cette information est présentée globalement.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information/fr>

Question 8

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2025-2026, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphone intelligent);
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	CSJ
Les coûts d'acquisition des appareils	0 \$
Le coût d'utilisation des appareils	0 \$
Le coût des contrats téléphoniques	398 \$
Le coût des frais d'itinérance	0 \$
Le coût lié aux dépassements des forfaits de données	0 \$
Les coûts de résiliation	0 \$
<b>Total</b>	<b>398 \$</b>

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx>

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question 9

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2025-2026 ainsi que les prévisions pour 2026-2027 :

- a. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et plus;
- b. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et moins;
- c. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :  
– le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m. Le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n. Le nombre de départ volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q. Le nombre de postes vacants et le nombre d'etc. non comblés, ventilé par région.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question 9

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **10**

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2025-2026 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **10**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m <sup>2</sup> )	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2025	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
283 Boulevard La Salle, Baie-Comeau	71 042 \$	343.50 m <sup>2</sup>			1 an	Société québécoise des infrastructures
25 Route 138, Forestville	27 243 \$	175.00 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
700 Boulevard Laure, Sept-Îles	73 760 \$	429.29 m <sup>2</sup>			1 an	Société québécoise des infrastructures
420 Rue Saint-Georges, Drummondville	77 323 \$	334.52 m <sup>2</sup>			3 ans	Société québécoise des infrastructures
547 Rue Commerciale, La Tuque	15 571 \$	80.16 m <sup>2</sup>			11 ans	Société québécoise des infrastructures
511 rue Marcel, Louiseville	9 374 \$	54.08 m <sup>2</sup>			6 ans	Société québécoise des infrastructures
500 Avenue Broadway, Shawinigan	65 921 \$	363.26 m <sup>2</sup>			19 ans	Société québécoise des infrastructures
1350 Rue Royale, Trois-Rivières	229 143 \$	982.47 m <sup>2</sup>			12 ans	Société québécoise des infrastructures
746 Rue Notre-Dame, Victoriaville	58 113 \$	309.92 m <sup>2</sup>	11 162 \$		10 ans	Société québécoise des infrastructures
147 Boulevard Saint-Jean-Baptiste, Châteauguay	43 767 \$	205.60 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
402-406 Rue du Sud, Cowansville	49 556 \$	204.34 m <sup>2</sup>			12 ans	Société québécoise des infrastructures
55 Rue Principale, Granby	42 879 \$	269.28 m <sup>2</sup>			8 ans	Société québécoise des infrastructures
101 Boulevard Roland-Therrien, Longueuil	330 820 \$	1 090.55 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
1732 Marie-Victorin, Longueuil	188 290 \$	707.85 m <sup>2</sup>			10 ans	Société québécoise des infrastructures
431 Avenue Sainte-Anne, Saint-Hyacinthe	89 461 \$	381.88 m <sup>2</sup>			10 ans	Société québécoise des infrastructures
232 Rue Longueuil, Saint-Jean-sur-Richelieu	90 018 \$	258.58 m <sup>2</sup>	775 022 \$		5 ans	Société québécoise des infrastructures
151 Rue Salaberry, Salaberry-de-Valleyfield	94 704 \$	419.15 m <sup>2</sup>			10 ans	Société québécoise des infrastructures
375 Boulevard Fiset, Sorel-Tracy	84 741 \$	310 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
552-566 1re Avenue, Amos	84 917 \$	365.57 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **10**

Suite

361 3e Rue, Chibougamau	19 807 \$	91.66 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
575 Katingajit Road, Kuujuaq	55 087 \$	105.00 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
604 Siuralituuk Street, Kuujuaq	27 930 \$	66.04 m <sup>2</sup>			6 ans	Société québécoise des infrastructures
660 Makiuk Street, Kuujuaq	33 388 \$	84.18 m <sup>2</sup>			10 ans	Société québécoise des infrastructures
360 Rue Principale, La Sarre	23 693 \$	133.75 m <sup>2</sup>			7 ans	Société québécoise des infrastructures
53 Rue du Terminus, Rouyn-Noranda	61 745 \$	216.75 m <sup>2</sup>			2 ans	Société québécoise des infrastructures
849 5e Avenue, Val-d'Or	257 819 \$	310.41 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
3 Rue Sainte-Anne, Ville-Marie	24 335 \$	120.90 m <sup>2</sup>			10 ans	Société québécoise des infrastructures
450 Rue Saint-Louis, Joliette	129 473 \$	586.19 m <sup>2</sup>			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
505 Avenue Bethany, Lachute	26 213 \$	149.42 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
585 Rue Hébert, Mont-Laurier	48 335 \$	270.78 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
10-A Boulevard Brien, Repentigny	59 755 \$	224.45 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
118 Rue Principale, Sainte-Agathe-des-Monts	30 350 \$	98.82 m <sup>2</sup>			3 ans	Société québécoise des infrastructures
220 Boulevard du Curé-Labelle, Sainte-Thérèse	54 050 \$	222.58 m <sup>2</sup>			1 an	Société québécoise des infrastructures
300 rue Sicard bureau 210 Sainte-Thérèse	75 768 \$	327.34 m <sup>2</sup>			1 an	Société québécoise des infrastructures
9-11 Chemin de la Grande-Côte, Saint-Eustache	28 304 \$	122.22 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
460 Rue Labelle, Saint-Jérôme	277 446 \$	924.23 m <sup>2</sup>			6 ans	Société québécoise des infrastructures
891 Rue Saint-François-Xavier, Terrebonne	30 409 \$	111.27 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
18 Rue du Manège, Coaticook	16 231 \$	71.00 m <sup>2</sup>			1 an	Société québécoise des infrastructures
10 Rue Phelps, Stanstead	5 513 \$	28.68 m <sup>2</sup>			1 an	Société québécoise des infrastructures
1717 Boulevard Saint-Martin, Laval	177 487 \$	809.35 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
5800 Rue Saint-Denis, Montréal	215 994 \$	670.48 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
425 Boulevard de Maisonneuve, Montréal	664 342 \$	1 157.62 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
5100 Rue Sherbrooke, Montréal	171 534 \$	620.40 m <sup>2</sup>			10 ans	Société québécoise des infrastructures
5879 Boulevard Henri-Bourassa, Montréal-Nord	187 069 \$	601.06 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
201 Boulevard Crémazie, Montréal	223 924 \$	821.90 m <sup>2</sup>			1 an	Société québécoise des infrastructures

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **10**

Suite

800 Boulevard de Maisonneuve, Montréal	790 695 \$	2 145.60 m <sup>2</sup>			10 ans	Société québécoise des infrastructures
4250 Rue Wellington, Verdun	208 231 \$	618.52 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
600 Rue Fullum, Montréal	147 446 \$	620.47 m <sup>2</sup>			1 an	Société québécoise des infrastructures
5858 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal	127 734 \$	434.84 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
21 Rue Patrick-Morgan, La Malbaie	46 644 \$	121.89 m <sup>2</sup>			1 an	Société québécoise des infrastructures
5130 Boulevard Guillaume-Couture, Lévis	77 887 \$	310.32 m <sup>2</sup>			1 an	Société québécoise des infrastructures
68 Rue du Palais de Justice, Montmagny	41 905 \$	212.11 m <sup>2</sup>			6 ans	Société québécoise des infrastructures
8500 Boulevard Henri-Bourassa, Québec	121 081 \$	509.76 m <sup>2</sup>			1 an	Société québécoise des infrastructures
400 Boulevard Jean-Lesage, Québec	419 205 \$	1 663 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
1515 Avenue D'Estimauville, Québec	73 200 \$	421.3 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
11535 1re Avenue, Saint-Georges	51 275 \$	242.87 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
700 Avenue Robert-Cliche, Saint-Joseph-de-Beauce	35 223 \$	209.37 m <sup>2</sup>			10 ans	Société québécoise des infrastructures
49 Boulevard Saint-Benoît, Amqui	26 949 \$	131 m <sup>2</sup>			15 ans	Société québécoise des infrastructures
455 Chemin Avila-Arseneau, Cap-aux-Meules	50 566 \$	206.94 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
505 Avenue du Docteur-G.-Daignault, Chandler	52 074 \$	180 m <sup>2</sup>			13 ans	Société québécoise des infrastructures
185 Boulevard De York, Gaspé	38 495 \$	165 m <sup>2</sup>			4 ans	Société québécoise des infrastructures
308 Rue de la Gare, Matane	44 309 \$	223 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
122 Boulevard Perron, New Richmond	42 182 \$	188 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
320 Rue Saint-Germain, Rimouski	160 610 \$	702 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
33 Rue de la Cour, Rivière-du-Loup	62 834 \$	399 m <sup>2</sup>			2 ans	Société québécoise des infrastructures
6 1re Avenue, Sainte-Anne-des-Monts	21 791 \$	119 m <sup>2</sup>			10 ans	Société québécoise des infrastructures
38 Rue Saint-Philippe, Témiscouata-sur-le-Lac	23 191 \$	110 m <sup>2</sup>			6 ans	Société québécoise des infrastructures
530 Rue Collard, Alma	56 783 \$	255.49 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
1390 Boulevard Wallberg, Dolbeau-Mistassini	37 718 \$	159.38 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures
845 Boulevard Saint-Joseph, Roberval	38 785 \$	171.32 m <sup>2</sup>			5 ans	Société québécoise des infrastructures

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2026-2027

Question **10**

Suite

3639 Boulevard Harvey, Saguenay	65 413 \$	318.93 m <sup>2</sup>		5 ans	Société québécoise des infrastructures
267 Rue Racine, Saguenay	166 531 \$	537.45 m <sup>2</sup>		5 ans	Société québécoise des infrastructures
301 Rue Albert, Saguenay	30 247 \$	138.47 m <sup>2</sup>		5 ans	Société québécoise des infrastructures
150 Rue Sainte-Catherine, Montréal	831 382 \$	1 641.35 m <sup>2</sup>		5 ans	Société québécoise des infrastructures
225 Rue King Ouest, Sherbrooke	236 236 \$	1 130.26 M <sup>2</sup>		10 ans	Uni Immobilier
57, Rue Notre-Dame Ouest, Thetford Mines	45 759 \$	311.18 M <sup>2</sup>		5 ans	Soc. Immob. William Simard
321, Rue Chassé, Val-des-Sources	23 452 \$	169.89 M <sup>2</sup>		5 ans	M.R.C. Val-des-Sources
4340 B, Rue Laval, Lac-Mégantic	34 965 \$	171.87 M <sup>2</sup>		6 ans	Placements L.H.V. Inc.
42, Rue Principale Ouest Bureau 200, Magog	37 078 \$	182.22 M <sup>2</sup>		1 an	Opto Gestion Inc.
225 Rue King Ouest, Sherbrooke	101 974 \$	561.19 M <sup>2</sup>		10 ans	Uni Immobilier
510, Boul Maloney, Bureau 201, Gatineau	51 977 \$	223.7 M <sup>2</sup>		5 ans	6611923 Canada Inc.
98, Rue Front, Campbell's Bay	19 200 \$	107.30 M <sup>2</sup>		5 ans	Vallée Pontiac Électrique
116, Rue King, Bureau C, Maniwaki	18 010 \$	121.42 M <sup>2</sup>		5 ans	75835910 Canada Inc.
135, Rue Joseph, Gatineau	49 920 \$	237.0 M <sup>2</sup>		5 ans	Marquis Lafleur Inc. et Éric Robillard
136, Rue Wright, Gatineau	162 000 \$	557.42 M <sup>2</sup>		10 ans	Kikariska Inc
134, Rue Wright, Gatineau	67 230 \$	231.33 M <sup>2</sup>		10 ans	Kikariska Inc
365, Boul. Gréber, Bur 202, Gatineau	74 360 \$	368.10 M <sup>2</sup>		5 ans	Les Immeubles Tassé
204, Chemin Aylmer, Gatineau	35 290 \$	102.5 M <sup>2</sup>		5 ans	4201221 Canada Inc.
768, Boul. St-Joseph, Bureau 210, Gatineau	103 732 \$	419.0 M <sup>2</sup>		5 ans	146 786 Canada Inc.
2533, Rue Centre 101 Montréal Québec	57 562 \$	250 M <sup>2</sup>		5 ans	9208-1991 Québec Inc.

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). (CSJ seulement)

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

<p>Question <b>11</b></p>	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2025-2026, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. La liste des actifs excédentaires inoccupés;</li> <li>b. La valeur estimée de ceux-ci;</li> <li>c. Les coûts d'entretien annuel;</li> <li>d. Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</li> </ul>
---------------------------	---

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

Aucun.

Question 12

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2025-2026, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a. Les dates des travaux;
- b. Les coûts;
- c. Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

Question **16**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2025-2026, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a. Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b. Par catégorie d'âge;
- c. Prévisions 2026-2027.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **18**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Eureka, etc.) Du ministère et des organismes publics en 2025-2026, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Fournisseur	Coût	Description
Lexis-Nexis	14 499 \$	Banques de données juridiques
Soquij	884 810 \$	Banques de données juridiques
Thomson Reuters Canada	46 720 \$	Banques de données juridiques
Feedly via paddle.com	208 \$	Banques de données juridiques
Juris Concept - PG solutions Inc.	3 675 \$	Banques de données juridiques
Fonds des biens et des services	900 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
LE CODE DUCHARME	602 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Les Editions Thémis Inc.	65 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
GRICS	277 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Lexis-Nexis	215 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Presses de l'Université du Québec	34 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Protégez-Vous	86 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Thomson Reuters Canada	5 244 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Wilson & Lafleur inc.	1 628 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
<b>Total</b>	<b>958 963 \$</b>	

Question **19**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements généraux**

**Étude des crédits 2026-2027**

**Question 20**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
- g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement
- h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- i) la fréquence moyenne de mise à jour;
- j) le responsable du contenu sur le site.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Adresse du site Internet <a href="https://aidejuridique.quebec">https://aidejuridique.quebec</a>	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le site a été créé en 2025 par M. Vincent Cloutier
Les coûts de construction du site :	37 228 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	1 000 \$ en 2025-2026 / entretien et mise à jour par des ressources internes.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun en 2025-2026

Adresse du site Internet : <a href="http://www.csj.qc.ca">www.csj.qc.ca</a>	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le site a été créé en 2000 par des ressources internes et par M. Jean-François Bourret, consultant. Il a été complètement restauré en 2017 par des ressources internes.
Les coûts de construction du site :	33 775 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	14 500 \$ en 2025-2026 / entretien et mise à jour par des ressources internes.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun en 2025-2026.

Adresse du site Internet : <a href="http://www.sarpaquebec.ca">www.sarpaquebec.ca</a>	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le service Informatique interne de la Commission
Les coûts de construction du site :	120 652 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	12 008 \$ en 2025-2026 / entretien et mise à jour par des ressources internes.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun en 2025-2026.

Adresse du site Internet : <a href="http://www.rebatir.ca">www.rebatir.ca</a>	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le site a été créé un 2022 par Locomotive
Les coûts de construction du site :	25 000 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	50 \$ en 2025-2026 / entretien et mise à jour par des ressources internes.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun en 2025-2026.

Question **24**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **25**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du conseil du trésor pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **26**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2025-2026, ainsi que les prévisions pour 2026-2027 et 2027-2028, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

Question **27**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Primes au rendement et bonis	CSJ
Total	Aucune

Question **28**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2025-2026, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Primes de départ et bris de contrat	CSJ
<b>Total</b>	Aucune

CSJ seulement

Question **29**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2025-2026 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **32**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2025-2026 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **33**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a. La dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b. La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c. Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Nom de l'association	Nombre de personnes	Nom de la directive	Coût total
Barreau du Québec	548	Conventions collectives des avocats en vigueur; Article 13, 44 et 46 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (RLRQ, c.A-14).	861 964 \$
Ordre des CPA du Québec	12	Directive 6-79	12 860 \$
Ordre des CRHA du Québec	2	Directive 6-79	1 502 \$
<b>Total</b>	<b>562</b>		<b>876 326 \$</b>

Question **37**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2025-2026 au sujet de l'acquisition de matériel requis pour fins de télétravail.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Remboursements aux employés : 320 \$

CSJ seulement

Question **38**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2025-2026 :

- a. Les sommes dépensées;
- b. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A. Aucune
- B. Aucune

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Question **40**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026:

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Question **41**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2025-2026:

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2025-2026 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- a) Nombre d'employé affectés aux communications : Aucun
- b) Montant dépensé par la direction : 6 745 \$
- d) Référer à la réponse de la demande générale 06

Question **42**

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

f) Aucun

Question **43**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages

- a. Nombre de stagiaires reçus;
- b. Heures de stages effectués;
- c. Rémunération totale déboursée.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Stagiaires	Rémunération
36	1 032 500 \$

Estimation au 31 janvier 2026

Question **45**

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

Question **50**

Pour chacun des ministères et organismes relevant du portefeuille, pour les années financières 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 (à ce jour), veuillez indiquer :

- a) le nombre d'employées recrutées à l'étranger, en précisant le statut d'immigration au moment de l'embauche (permis de travail temporaire, résidence permanente, autres) ;
- b) le nombre de missions de recrutement effectuées à l'étranger, en précisant les pays visés et les secteurs d'emploi concernés ;
- c) les sommes dépensées pour les activités de recrutement international (missions, agences, consultants, publicité, relocalisation, accompagnement) ;
- d) le nombre de contrats conclus avec des firmes externes pour soutenir le recrutement à l'étranger ;
- e) les catégories d'emploi pour lesquelles un recrutement international a été jugé nécessaire ;
- f) le taux de rétention après 12 et 24 mois des personnes recrutées à l'étranger ;
- g) toute directive ou orientation ministérielle émise au cours de cette période concernant la réduction, le maintien ou l'augmentation du recours au recrutement international ;
- h) les mesures mises en place pour favoriser prioritairement le recrutement et la formation de la main-d'œuvre locale.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Aucun;
- c) Aucune;
- e) Aucune.

Question **51**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.